

Mélissa Torcheaud

Economiste et Analyste de projet
Direction de l'investissement publique,
Ministère de la planification et de la coopération externe

Analyse des coûts et des avantages

Amélioration de la rétention des filles à l'école :

Une Analyse Coûts-Avantages

Design by Erika Propper - eidentity@gmail.com



Amélioration de la rétention des filles à l'école: Une Analyse Coûts-Avantages

Haïti Priorise

Mélissa Torchenaud

Economiste et Analyste de projet

Direction de l'investissement publique, Ministère de la planification et de la coopération externe

Version préliminaire de travail en date du 6 mars, 2017

© 2017 Copenhagen Consensus Center

info@copenhagenconsensus.com

www.copenhagenconsensus.com

Cet ouvrage a été produit dans le cadre du projet Haïti Priorise.

Ce projet est entrepris avec le soutien financier du gouvernement du Canada. Les opinions et interprétations contenues dans cette publication sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement du Canada.

Canada

Certains droits réservés



Cet ouvrage est disponible sous la licence internationale Creative Commons Attribution 4.0 ([CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)). Selon les termes de la licence Creative Commons Attribution, vous êtes libre de copier, distribuer, transmettre et adapter ce travail, y compris à des fins commerciales, dans les conditions suivantes :

Attribution

Veillez citer l'ouvrage comme suit : #NOM DE L'AUTEUR#, #TITRE DU RAPPORT#, Haïti Priorise, Copenhagen Consensus Center, 2017. Licence : Creative Commons Attribution CC BY 4.0.

Contenu d'un tiers

Copenhagen Consensus Center ne possède pas nécessairement chaque élément du contenu figurant dans l'ouvrage. Si vous souhaitez réutiliser un élément de l'ouvrage, il est de votre responsabilité de déterminer si l'autorisation est nécessaire pour cette réutilisation et d'obtenir l'autorisation du détenteur des droits d'auteur. Par exemple les tableaux, les illustrations ou les images font partie de ces éléments mais ne s'y limitent pas.

Remerciements

Qu'il me soit permis en quelques lignes de présenter mes plus amples remerciements à toutes les personnes qui m'ont aidé à mener à terme ce présent document de recherche.

Tout d'abord mes profonds remerciements vont à Madame Nancy DUBOSSE, PhD, Chef de Projet « Haïti Priorise » au Copenhagen Consensus Center (CCC) qui, dès le début du projet m'a apporté un soutien inégal par ses conseils et recommandations permettant ainsi l'amélioration de ce présent travail de recherche.

Ensuite, je remercie immensément Monsieur Brad WONG, PhD, Economiste en Chef au Copenhagen Consensus Center (CCC) qui a été mon accompagnateur lors de l'élaboration et de la conception de la feuille de calcul consolidant ainsi le travail de recherche. Ses feedbacks m'ont été d'une aide bien précieuse.

Un remerciement spécial à Madame Melissa Adelman, PhD, Economiste Senior à la Banque Mondiale. Ses critiques et recommandations m'ont permis d'améliorer le fond et la forme de ce présent document.

Finalement je tiens à exprimer mes sincères reconnaissances à tous ceux et celles qui m'ont d'une manière ou d'une autre aidé par leurs conseils, leur patience et leurs encouragements continuels. Sans leur soutien, la réalisation du travail de recherche ne serait pas possible.

0.1. Résumé académique

En dépit des conventions et déclarations, des interventions de différents projets d'appui à l'Éducation de Base, les disparités entre garçons et filles dans la scolarisation et la rétention restent préoccupantes surtout dans les pays en développement. En Haïti, beaucoup d'efforts restent encore à faire dans ce domaine pour arriver à une scolarisation à tous les niveaux pour les filles. L'objet de la présente étude est d'identifier, puis d'analyser les coûts et les avantages d'une intervention se rapportant à l'amélioration de la rétention des filles à l'école au niveau secondaire en milieu rural haïtien, qui apportera un maximum de profit par gourdes dépensées.

L'intervention proposée est un programme d'octroi des bourses d'assistance scolaires qui prendront en compte les frais de scolarité de 6583 filles les plus défavorisées des zones rurales du pays. Cette intervention engendra des coûts directs tels : coût du montant de la bourse, coût de gestion du fonds de la bourse. Les coûts indirects sont associés au coût d'opportunité du temps, au coût de vulgarisation du programme à travers le pays et au coût de réalisation d'une enquête pour l'identification des bénéficiaires. Les avantages espérés sont : avantages salariaux, avantages de l'incidence évitée du Virus de l'Immunodéficience Humaine (VIH), avantages de la mortalité infantile évitée, avantages de la grossesse précoce et du faible poids à la naissance évités et des avantages du retard de croissance des enfants évité. Une Analyse Avantages-Coûts a permis de démontrer qu'investir dans ce projet serait rentable pour le pays. En effet, en se basant sur le critère d'analyse Ratio Avantage-Coût (RAC), il a été prouvé que non seulement les filles sortiront largement bénéficiaires du programme, mais aussi et surtout que les gourdes investies dans cette intervention rapporteront d'énormes bénéfices économiques et sociaux pour le pays.

0.2. Résumé de Politiques

0.2.1. Vue d'ensemble et contexte

0.2.1.1. Problématique

Dans le domaine de l'éducation, il existe de grands écarts tant au niveau des lieux de résidence, du sexe et des conditions économiques des parents. Si au niveau primaire les chiffres indiquent une parité assez constante, le constat est différent pour le secondaire. À mesure que l'âge des filles augmente l'écart entre le taux de fréquentation scolaire des filles et celui des garçons augmente. L'écart est encore plus grand pour celles vivant dans les milieux ruraux et dont la situation économique des parents est difficile. Ceci trouve son explication du fait que la majorité des écoles soient payantes en Haïti rend la situation très difficile pour la plupart des parents. Le coût de l'éducation demeure excessivement élevé par rapport au revenu des familles (40 % du revenu moyen gagné est alloué à l'éducation selon la Banque mondiale). Dès le départ, nous faisons face à une situation où les plus pauvres, qui sont majoritaires, sont les plus affectés par la faiblesse du système éducatif dans son ensemble.

Les cas d'abandon sont donc très courants chez les filles en milieu rural. En effet, le taux de pauvreté est beaucoup plus élevé dans les zones rurales (plus de 70%) et les parents ont du mal à continuer à couvrir les dépenses de scolarisation pour leurs filles jusqu'à la fin de leurs études. Ces dernières doivent souvent redoubler et même sont contraintes d'abandonner leurs études pour diverses raisons tels le non-paiement des frais de scolarité ou encore des cas de grossesses prématurées. Par ailleurs selon l'Organisation des Nations Unies (ONU), la scolarisation de la fille représente un gage de développement durable pour les nations. Ainsi, il faut se pencher sur les multiples raisons empêchant les filles d'aller jusqu'au terme de leur scolarité et essayer d'apporter des solutions. Le problème réel est donc non seulement d'augmenter l'inscription des filles à l'école, mais aussi celui de les maintenir dans les classes afin qu'elles puissent achever leurs études.

0.2.1.2. Intervention

L'intervention comprend une série d'activités variées et centrées particulièrement sur les filles habitant les milieux ruraux les plus défavorisés du pays, susceptibles de ne pas poursuivre leurs

études secondaires en raison des difficultés économiques de leurs parents. Les études révèlent qu'on enregistre beaucoup plus de cas d'abandon scolaire des filles dans le secondaire. Ainsi ce programme s'occupera de l'octroi de bourses d'étude secondaire aux filles terminant le dernier cycle fondamental des zones rurales du pays. Ces bourses assureront la gratuité des frais de scolarité et la fourniture de matériels didactiques et des uniformes pour 6583 filles du niveau secondaire du milieu rural. Les bénéficiaires seront donc celles qui n'arriveront pas à trouver une place dans les lycées (en nombre limité à travers le pays) pour continuer leurs études et dont les parents n'ont pas les moyens pour payer les frais de scolarité dans les écoles privées. Elles seront identifiées suite à une enquête régionale sur l'identification des bénéficiaires.

0.2.2. Facteurs relatifs à la mise en œuvre

0.2.2.1. Coûts

Les coûts directs de l'intervention sont ceux dus à la création du fonds pour l'octroi de bourses d'assistance scolaire aux filles terminant le dernier cycle fondamental (9^e année) dont les parents sont les plus défavorisés pour qu'elles puissent terminer leurs études. Ces coûts comprennent le coût du montant de la bourse et le coût de gestion du fonds de la bourse. Les coûts indirects sont associés au coût d'opportunité du temps, au coût de réalisation d'une enquête pour l'identification des bénéficiaires et au coût de vulgarisation du programme à travers le pays.

TABLEAU 1 : COÛTS PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR ANNÉE EN GOURDES

Coût de vulgarisation du programme	1,489
Montant de la bourse	29,782
Frais de gestion de la bourse	2,978
Coût de réalisation de l'enquête	5,317
Coût d'opportunité du temps	27,669
Total	67,236

Source : Feuille de calcul Excel de l'analyse coût-bénéfice de l'intervention en éducation pour l'amélioration de la rétention des filles à l'école en Haïti" pour le projet Haïti Priorise, 29 novembre 2016

Les coûts totaux pour les 6,583 bénéficiaires pour les 4 ans s'élèveront donc à **1,770,324,820 gourdes**.

0.2.2.2. Sources potentielles de revenus

Pour faire face aux différents coûts inhérents à l'exécution de l'intervention, nous comptons sur des ressources internes (trésor public). En outre, on peut également profiter de l'opportunité des mécanismes de financement innovant¹ pour financer l'intervention.

0.2.2.3. Indicateurs de succès et de contrôle

Pour suivre la progression des résultats de l'intervention, nous nous baserons sur l'évolution des indicateurs suivants : Augmentation du taux net de scolarisation des filles dans le secondaire, augmentation du taux brut de scolarisation des filles dans le secondaire, augmentation du taux net de fréquentation des filles à l'école, diminution du taux d'abandon scolaire des filles dans le secondaire, augmentation du taux d'achèvement scolaire des filles, indice de parité entre les sexes, diminution du taux de natalité chez les adolescentes, réduction de la mortalité infantile, réduction de pourcentage de grossesses précoces etc.

0.2.2.4. Organe d'exécution

Le principal partenaire d'exécution du programme est le Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP). Ce ministère est responsable de l'élaboration et de suivi de politiques éducatives de l'Etat, de gestion des ressources de l'éducation, de coopération et de régulation.

0.2.2.5. Calendrier de la mise en œuvre de l'intervention

Le programme débutera à l'année académique 2017-2018 et s'effectuera sur une période de 10 ans. Durant cette période, le MENFP assurera chaque année le paiement des frais de scolarité, le paiement des frais d'alimentation et la fourniture de matériels didactiques à un groupe de filles admise en secondaire 1 jusqu'à la fin de leurs études classiques, soit sur une période de 4 ans. Cependant, l'analyse coûts-avantages que propose ce document ne sera faite que pour la prise en compte de la première cohorte de bénéficiaires.

¹ Selon l'OCDE, ce sont des Mécanismes permettant de mobiliser des fonds à l'appui du développement international et allant au-delà des schémas traditionnels de dépenses qui partagent les caractéristiques suivantes : Engagement du secteur public, Transfert de ressources à destination des pays en développement et Mobilisation de financement additionnel

0.2.2.6. Risques

Le principal risque qui pourrait menacer la mise en œuvre de l'intervention est d'ordre financier. Haïti rencontre constamment des problèmes budgétaires énormes. Elle n'arrive pas à collecter les ressources nécessaires au financement des projets de développement. Pour le cas de notre intervention, le MENFP pourrait être confronté à la difficulté de mobiliser assez de ressources internes dans le budget national pour le financement des frais de scolarité de toutes les boursières sélectionnées. A côté de ce risque nous avons également d'autres menaces telles, le non-respect des critères de sélection établis pour la bourse, la mauvaise gestion du fonds du programme, le risque que les bénéficiaires ne viennent pas régulièrement ou plus à l'école durant l'année pour des raisons tels grossesses précoces ou obligations à la maison. Ceci peut conduire au redoublement de certains bénéficiaires à la fin de l'année et du même coup à sa disqualification pour la bourse.

0.2.3. Justification pour l'intervention

0.2.3.1. Avantages

L'intervention assurera qu'un plus grand nombre de filles puissent continuer et achever leurs études secondaires. Les études de la Banque mondiale montrent que, d'une manière générale, une année d'enseignement secondaire de plus que la moyenne relève le salaire éventuel de l'individu de 15 à 25 %, l'augmentation étant plus importante pour les filles que pour les garçons. Ainsi la mise en œuvre de l'intervention entraînera des avantages directs salariaux pour les bénéficiaires. A côté de cet avantage, l'intervention engendrera également des avantages de l'incidence évitée du VIH, des avantages de la mortalité infantile évitée, des avantages de la grossesse précoce et du faible poids à la naissance évités et des avantages du retard de croissance des enfants évité.

Tableau 2 : Avantages par bénéficiaire et par année en gourdes à un taux de réduction de 5 %

Avantages salariaux	261,665
Mortalité infantile évitée	61,064
Retard de croissance évité	19,482
Incidence évitée du VIH	3,992
Grossesse précoce et BPN évités	468
Total	346,671

Source : Feuille de calcul Excel de l'analyse coût-bénéfice de l'intervention en éducation pour l'amélioration de la rétention des filles à l'école en Haïti" pour le projet Haïti Priorise, 29 novembre 2016

On a supposé que sur toutes les 6,583 bénéficiaires de la première cohorte, 85 % d'entre elles achèveront avec succès leurs études secondaires. Ainsi les avantages totaux réels pour le financement des études secondaires de la première cohorte de bénéficiaire sont égaux à **7,758,674,639 gourdes**.

0.2.3.2. Description des bénéficiaires

Les principales bénéficiaires de l'intervention seront les filles de 15-19 ans qui, ayant bouclé le 3^{ème} cycle du niveau fondamental, sont admises en secondaire 1, appelé traditionnellement 3^{ème} secondaire. La sélection se fera sur tout le territoire du pays, particulièrement dans les zones rurales les plus défavorisées.

0.2.3.3. Avantages non mesurés

En raison d'un manque de données fiables criant à travers le pays, certains avantages n'ont pas pu être quantifiés. Ce sont entre autres : croissance économique plus rapide, sécurité alimentaire pour la population, bien-être familial, bien-être de la femme.

0.2.4. Tableau des coûts et des avantages

Les tableaux suivants résument les coûts et les avantages de l'intervention à un taux de réduction de 5%. Le premier prend en compte les coûts et les avantages par bénéficiaire et le second représentent les coûts et les avantages totaux pour les 4 ans de l'intervention pour la première cohorte de bénéficiaire. L'indice Ratio Avantage-Coût (RAC) y est également calculé pour déterminer le niveau d'efficacité de l'intervention.

Tableau 3 : *Coûts et avantages par bénéficiaire à un taux de réduction de 5 %*

	Avantages	Coûts	Ratio avantage-coût	Qualité des données
<i>Amélioration de la rétention des filles à l'école</i>	346,671	67,236	5.2	Fort

Source : Feuille de calcul Excel de l'analyse coût-bénéfice de l'intervention en éducation pour l'amélioration de la rétention des filles à l'école en Haïti" pour le projet Haïti Priorise, 29 novembre 2016

Tableau 4 : *Coûts et avantages totaux de l'intervention à un taux de réduction de 5%*

	Avantages	Coûts	Ratio avantage-coût	Qualité des données
<i>Amélioration de la rétention des filles à l'école</i>	7,758,674,639	1,770,324,820	4.4	Fort

Source : Feuille de calcul Excel de l'analyse coût-bénéfice de l'intervention en éducation pour l'amélioration de la rétention des filles à l'école en Haïti" pour le projet Haïti Priorise, 29 novembre 2016

Liste des abréviations

APD : Aide Publique au Développement
BPN : Faible Poids à la naissance
CCC : Copenhagen Consensus Center
CEDEF : Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
DALY : Année de Vie Ajustées sur l'Incapacité
DGI : Direction Générale des Impôts
DPCE : Direction de la Planification et de la Coopération Externe
ECVH : Enquête sur les conditions de Vie en Haïti
ECVMAS : Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages après Séisme
EMMUS : Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services
EPT : Education Pour Tous
EPU : Enseignement Primaire Universel
FGRM : Fonds de Garantie du Revenu Minimum
FSSAP : Female Secondary School Assistance Program
GTEF : Groupe de Travail sur l'Éducation et la formation
IHSI : Institut Haïtienne de Statistique et d'Informatique
MEF : Ministère de l'Économie et des Finances
MENFP : Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle
MSPP : Ministère de la Santé Publique et de la Population
MST : Maladie Sexuellement Transmissible
OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économique
ODD : Objectifs de Développement Durable
OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONU : Organisation des Nations Unies
RAC : Ratio Avantages - Coûts
SIDA : Syndrome d'Immunodéficience Acquise
SNA/EPT : Stratégie Nationale d'Action d'Éducation Pour Tous
TAR : Traitement Antiretroviral
UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
UNFPA : Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
VIH : Virus de l'Immunodéficience Humaine
WHO : World Health Organization
YLD : Années Ajustées sur l'Incapacité

INTRODUCTION	1
OBJECTIF DU TRAVAIL.....	3
SUBDIVISION DU TRAVAIL	3
1. MISE EN CONTEXTE DE L'ÉDUCATION EN HAÏTI.....	4
1.1. ORGANISATION DU SYSTEME EDUCATIF HAÏTIEN	4
1.2. CARACTERISTIQUES DU SYSTEME EDUCATIF HAÏTIEN	4
2. ANALYSE DOCUMENTAIRE	5
2.1. ANALYSE HISTORIQUE DE L'INTERET POUR L'EGALITE ENTRE LES SEXES DANS L'ÉDUCATION	5
2.2 IMPACTS DE L'ÉDUCATION DES FILLES SUR LA SOCIETE.....	6
2.2.1. <i>Rapport mondial de suivi sur l'Education Pour Tous (EPT), UNESCO</i>	7
2.3. COÛTS RÉELS DE L'ABANDON SCOLAIRE DES FILLES, BANQUE MONDIALE.....	8
2.4 DIFFÉRENTS TYPES D'INTERVENTION POUR LA RÉTENTION DES FILLES À L'ÉCOLE	9
2.5. QUELQUES INTERVENTIONS RÉALISÉES DANS CERTAINS PAYS.....	11
2.5.1. <i>Programme de bourses d'étude secondaire aux filles au Bangladesh</i>	11
2.5.2. <i>Programme « Bolsa Escola » au Brésil</i>	11
3. THEORIE.....	12
3.1. THÉORIE DU CAPITAL HUMAIN	12
3.2. COÛTS D'OPPORTUNITÉ DU CAPITAL HUMAIN	14
4. CALCUL DES COÛTS ET DES AVANTAGES	15
4.1. PRÉSENTATION DE L'INTERVENTION.....	15
4.1.1. <i>Description de l'intervention</i>	15
4.1.3. <i>Financement de l'intervention</i>	16
4.1.4. <i>Objectifs de l'intervention</i>	16
4.1.5. <i>Scénario contrefactuel</i>	16
4.2. DÉTERMINATION DE LA POPULATION CIBLE	17
4.3. DESCRIPTION ET CALCUL DES COÛTS	18
4.3.1. <i>Coût de la bourse</i>	18
4.3.2. <i>Coût de gestion du fonds de la bourse</i>	19
4.3.3. <i>Coût de vulgarisation du programme</i>	19
4.3.4. <i>Coût d'opportunité du temps</i>	20
4.3.5. <i>Coût de réalisation de l'enquête</i>	20
4.3.6. <i>Coût totaux de l'intervention</i>	21

4.4. DESCRIPTION ET CALCUL DES AVANTAGES	22
4.4.1. <i>Avantages salariaux</i>	22
4.4.2. <i>Avantages de la mortalité infantile évitée</i>	24
4.4.3. <i>Avantages de l'incidence évitée du VIH</i>	26
4.4.4. <i>Avantages du retard de croissance des enfants évité</i>	29
4.4.5. <i>Avantages de la grossesse précoce et du faible poids à la naissance évités</i>	32
4.4.6. <i>Avantages totaux de l'intervention</i>	35
CONCLUSION	36
RECOMMANDATIONS	38
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	39
ANNEXE	41

Introduction

L'éducation joue un rôle important dans l'émancipation des filles et des garçons. Elle leur apporte les compétences et connaissances nécessaires pour rester en bonne santé, pour sécuriser un emploi mieux rémunéré et être actifs dans le développement de leur communauté et de la société en général. Depuis pas mal d'années, l'éducation des filles était négligée jusqu'à ce qu'en 1948 avec la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme qui stipulait le droit à l'éducation de chaque individu, les nations se sont engagées à la lutte pour la scolarisation de toutes les filles à travers le monde. La signature de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) en 1981, des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) en 2000 venait renforcer cette détermination. En dépit de toutes ces conventions et déclarations, les disparités entre garçons et filles dans la scolarisation et la rétention restent encore préoccupantes dans les Pays en Développement. Particulièrement dans les années 2000, Haïti affichait l'un des taux de scolarisation le plus faible à travers le monde avec un taux net de scolarisation qui se situe à environ 60 % selon l'UNICEF. Ces dernières années, le pays a connu d'importants progrès en termes de scolarisation : le niveau de fréquentation scolaire est passé de 50% (EMMUS 4) à 77% en 2012 (EMMUS 5). Malgré ces remarquables avancées, le pays se situe toujours en deçà de la moyenne mondiale dans les régions en développement, dont le taux net de scolarisation global est estimé à 90 % en 2011, et en dessous de la moyenne régionale dans la région Amérique latine et Caraïbes qui est de 95 %.

Par ailleurs, il reste beaucoup à faire pour la rétention des élèves à l'école en Haïti. Alors qu'en 2012, environ 90% des enfants en âge de fréquenter l'école primaire étaient inscrits au dernier recensement des ménages, seulement 50% de ces enfants terminent l'école primaire et beaucoup moins complètent l'enseignement secondaire. Ces chiffres révèlent que les différences entre les sexes qui existent au niveau secondaire ne diffèrent pas substantiellement entre les zones urbaines et rurales. Cependant les filles abandonnent plus rapidement l'école que les garçons après l'âge de 14 ans. Cette différence est uniforme dans les zones urbaines et rurales et est probablement due en partie au fait que les filles progressent plus rapidement que les garçons². De

² Banque Mondiale, 2016, Mieux dépenser, Mieux servir : Revue des finances Publiques p.16.

plus, selon l'annuaire statistique 2010-2011, environ 50% des filles rurales abandonnent l'école dans la période de transition de la 9e année fondamentale à la 1^{ère} année du secondaire. Cette situation reste préoccupante car les abandons scolaires coûtent chers au gouvernement et à la société en général.

Même si selon l'UNICEF, 70 % des jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans savent lire et écrire en Haïti, le fait est qu'elles quittent l'école plus tôt que les garçons. Le défi reste à déterminer les stratégies pour non seulement amener les filles à fréquenter beaucoup plus l'école mais également de faire en sorte qu'elles puissent y rester, y progresser et terminer le cycle avec succès. Pour cela, l'Etat doit élaborer des politiques, des programmes, qui tiennent compte d'abord des raisons pour lesquelles les filles abandonnent plus facilement que les garçons et ensuite qui investissent dans la redistribution des ressources tout en ciblant l'éducation des filles et en adoptant des mesures spéciales pour réduire le nombre d'abandons scolaires des filles dans le niveau secondaire. Une des solutions proposée par Barbara HERZ³ dans son article « Eduquer les filles : des solutions qui marchent » est de rendre les coûts de l'éducation des filles abordables pour les parents. Selon elle, la manière la plus directe et la plus rapide de renforcer les effectifs et la fréquentation scolaires des filles est de réduire ce qu'il en coûte aux parents d'éduquer leurs filles. Par exemple, la Chine, l'Indonésie et l'Ouganda, entre de nombreux autres pays, ont vu les effectifs des filles dans les écoles primaires augmenter après avoir réduit les frais de scolarité dans le cadre de réformes plus vastes de l'éducation.

Toujours selon elle, des programmes de bourses ou d'aide financière peuvent contribuer à accroître les inscriptions des filles tant dans le primaire que dans le secondaire. Elle prend comme exemple le Female Secondary School Stipend Program au Bangladesh. Grâce à lui, près de deux tiers des filles suivent maintenant des études secondaires, égalant ainsi le nombre des garçons. Toutes les filles vivant en milieu rural peuvent recevoir une bourse si elles vont régulièrement à l'école, obtiennent de bonnes notes et ne se marient pas pendant leur scolarité. Le programme

³ Barbara Herz est spécialiste de la politique de l'éducation des filles. Membre du Council on Foreign Relations (Conseil sur les relations étrangères), elle a travaillé pour l'Agence des États-Unis pour le développement et pour la Banque mondiale où elle a fondé la Division Femmes dans le développement et a dirigé le travail sur l'éducation et la santé au Bangladesh, au Pakistan et au Sri Lanka.

n'aide pas seulement à garder les filles à l'école mais il encourage la réussite scolaire et retarde les mariages précoces.

Ainsi, dans notre travail, nous proposons une intervention qui consiste en l'octroi de bourses d'étude secondaire aux jeunes filles de 14 à 19 ans dans le but d'améliorer le taux d'achèvement des filles à l'école.

Objectif du travail

A travers ce document nous voulons déterminer si l'intervention présentée dans le résumé de politiques représentera un bon investissement pour le pays. Pour ce faire nous déterminerons les coûts et les avantages qui pourraient résulter de sa mise en œuvre puis nous les analyserons.

Subdivision du travail

La présente étude comporte 4 parties. Pour s'aventurer dans les coulisses de l'éducation en Haïti, un diagnostic de l'état des lieux du secteur est bien nécessaire. C'est pourquoi dans la première partie, une mise en contexte de l'éducation en Haïti sera présentée. La deuxième partie est celle de l'analyse documentaire autour de notre sujet de recherche. Cette analyse nous proposera une série d'études auxquelles s'apparente notre sujet de recherche. Elle comprend d'abord un survol historique sur la volonté de prendre en compte le cas des filles dans l'éducation. Ensuite suivra un exposé sur les différentes expériences efficaces qui ont été déjà appliquées à travers le monde pour la rétention des filles à l'école, après avoir présenté une étude de la Banque Mondiale sur les coûts réels de l'abandon scolaire. La troisième partie fera état de l'orientation théorique de notre travail. La théorie du capital humain fera l'essentiel de cette partie. Dans la quatrième et dernière partie, nous présenterons les différents résultats de notre étude sur les coûts et les avantages que vont engendrer notre intervention. Nous procéderons également au calcul du ratio coût-avantage qui mesure le prix de chaque gourde investie dans le projet, avant de porter les conclusions et recommandations nécessaires.

1. Mise en contexte de l'éducation en Haïti

1.1. Organisation du système éducatif haïtien

Selon la loi de 1982 l'école haïtienne se définit comme la mise en place d'un système d'enseignement unique s'appliquant indistinctement aux enseignements public et privé et donnant des chances égales à tous. Ce système d'enseignement comprend 4 ordres d'enseignement. Selon les termes de cette loi, ces 4 ordres d'enseignement sont : l'enseignement maternel ou préscolaire (2-5 ans), l'enseignement fondamental de 9 ans qui comprend 2 cycles (1^{er} cycle : 6-11 ans et 2nd cycle : 12-14 ans), l'enseignement secondaire (15-19 ans) et les enseignements Supérieurs (19 et +). Cependant certaines écoles adoptent toujours une structure traditionnelle qui divise le système scolaire en 4 niveaux qui sont : le préscolaire (2-5ans), le primaire (6-11 ans), le secondaire qui comprend 2 cycles (1^{er} cycle : 12-14 ans et 2nd cycle : 15-19 ans) et le niveau supérieur. Ces niveaux sont organisés autour d'un réseau d'écoles publiques et privées, établies sur le tout le territoire. Le réseau privé est aujourd'hui beaucoup plus important que le secteur géré par l'état⁴.

1.2. Caractéristiques du système éducatif haïtien

Le système éducatif haïtien est caractérisé par :

Répartition inégale de l'offre scolaire. L'offre est nettement dominée par le secteur privé et inégalement répartie sur le territoire. Plus de 80 % des écoles sont privées et donc payantes et les établissements secondaires sont fortement concentrés dans les zones urbaines.

Inefficacité du système éducatif. On observe des taux de réussite scolaire très faibles lors des examens officiels du baccalauréat et des taux de déperdition scolaire très élevés : redoublement et abandon. Les élèves ne peuvent réellement répondre aux exigences. Le taux d'admission en secondaires est seulement de 21,5%. Le taux d'achèvement pour les deux premiers cycles fondamentaux était estimé à 66,2 % en 2012 soit une baisse de 1,8 points par rapport au 68 % de 2008. Selon les données de l'IHSI (2003), seulement 19% des entrants dans le système (enfants de 6 ans et plus) auraient achevé au moins une année du cycle secondaire. La SNA/EPT (MENFP, 2007)

⁴MENFP, Annuaire statistique 2013-2014, p.18

souligne que sur une cohorte entrant en 7e AF, à peine 7,8% obtiennent le diplôme de fin d'études secondaires. Le recensement de 2010 relate aussi cette tendance au niveau du fondamental en informant que sur une cohorte de 100% d'enfants admis en 1re année, il n'y a que 50,8% qui arrivent jusqu'à la 6e année.

Une surpopulation dans les écoles nationales et les lycées. Les conditions physiques sont inadaptées à l'apprentissage et à l'élève. On constate un nombre élevé d'élèves par classe au point que certains assistent à l'année scolaire debout. Les écoles publiques manquent cruellement de matériels adéquats et lorsqu'ils existent, ils ne sont pas bien traités.

Une marginalisation du rural dans l'éducation. En milieu rural le taux de fréquentation scolaire calculé pour les enfants extrêmement pauvres est de 50% contre 59% pour l'Aire Métropolitaine. De plus, les filles du milieu rural sont moins scolarisées (taux proche de 50%) que celles de l'Aire Métropolitaine par exemple (taux proche de 70%). Le taux net de scolarisation au Secondaire dans l'Aire Métropolitaine vaut 5,5 fois celui du milieu rural.

Abandons scolaires majoritaires chez les filles en milieu rural. Dans l'ensemble du pays, le taux de fréquentation scolaire est plus élevé pour les garçons que pour les filles. De même l'écart est encore plus alarmant pour les zones rurales que celles urbaines. Et lorsque l'on prend en considération le niveau de revenu du ménage, le taux brut de scolarisation pour les élèves issus des ménages les plus riches est de loin plus élevé que celui des élèves des ménages les plus pauvres (71% contre 23 %). Les derniers travaux d'enquête sur la pauvreté en Haïti confirment que la pauvreté est surtout concentrée dans le milieu rural avec un taux de contribution de 77 % pour la pauvreté extrême. Ainsi en milieu rural, les filles sont donc plus susceptibles d'abandonner leurs études en raison des difficultés économiques de leurs parents.

2. Analyse documentaire

2.1. Analyse historique de l'intérêt pour l'égalité entre les sexes dans l'éducation

Depuis la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 qui stipule que chaque individu a droit à l'éducation jusqu'à l'élaboration en 2015 des Objectifs de Développement Durable (ODD), diverses mesures ont été prises pour réduire les disparités entre filles et garçons dans l'accès, la

rétention et l'achèvement des cycles primaires et secondaires. Le premier appel a été lancé en 1962, où la Convention de l'UNESCO invitait tous les États à formuler des politiques favorables à la promotion de l'égalité des chances à tous les niveaux de l'enseignement afin de bannir la discrimination sous toutes ses formes. Des efforts ont alors été déployés à travers le monde pour réaliser ses ambitions. Et en 1981, la ratification par 173 pays de la Convention sur l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination à l'égard des Femmes (CEDEF), est venue soutenir cette volonté commune avec des dispositions de portée très générale sur l'élimination de la discrimination fondée sur le sexe. Cet instrument proclamait qu'il ne doit être fait « *aucune distinction entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'éducation* », et préconisait l'égalité des chances et l'élimination de toute conception stéréotypée des rôles de l'homme et de la femme.

Par ailleurs d'autres dispositions importantes ont encore été adoptées notamment, les objectifs de Dakar et les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) du début des années 2000 qui préconisaient non seulement l'Enseignement Primaire Universel (EPU), mais aussi l'élimination des disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici à 2005 et dans tout le système éducatif d'ici à 2015. Depuis, des progrès majeurs ont été accomplis dans l'amélioration de l'accès à l'éducation et à l'accroissement des taux de scolarisation dans l'enseignement primaire en particulier pour les filles. Toutefois, peu de pays ont atteint cette cible à tous les niveaux de l'éducation. C'est pourquoi en 2015, l'objectif 4 des ODD soutient de nouveau l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie à l'horizon 2030. Il convient donc surtout pour les pays en développement de redoubler d'efforts pour avancer encore plus vite sur la voie de la réalisation des objectifs dans le domaine de l'éducation universelle.

2.2 Impacts de l'éducation des filles sur la société

Investir dans l'éducation des filles est l'un des moyens pour lutter contre la pauvreté. En effet, l'éducation des filles entraînent de nombreux avantages sur la société et sur l'économie d'un pays. Parmi les nombreux articles qui ont largement abordé le sujet, deux sont présentés dans les lignes suivantes.

2.2.1. Rapport mondial de suivi sur l'Éducation Pour Tous (EPT), UNESCO⁵

L'éducation de la mère est cruciale pour sa propre santé. Si toutes les filles achevaient leurs études primaires, le nombre des décès maternels serait réduit des deux tiers, ce qui permettrait de sauver 98 000 vies. En Afrique subsaharienne, si toutes les filles achevaient leurs études primaires, le nombre des décès maternels serait réduit de 70 %, ce qui permettrait de sauver près de 50 000 vies.

Scolariser les filles peut sauver des millions de vies : Si toutes les filles achevaient leurs études primaires, la mortalité infantile diminuerait de 15 %. Si toutes les adolescentes suivaient des études secondaires, la mortalité infantile diminuerait de moitié, ce qui permettrait de sauver 3 millions de vies.

L'éducation des mères améliore la nutrition des enfants. Si toutes les filles achevaient leurs études primaires, 1,7 million d'enfants échapperaient aux retards de croissance imputables à la malnutrition. Si toutes les adolescentes suivaient des études secondaires, 12 millions d'enfants échapperaient aux retards de croissance imputables à la malnutrition.

Les filles ayant accédé aux niveaux supérieurs d'éducation sont moins susceptibles d'avoir un enfant précoce. Si toutes les filles d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud et de l'Ouest achevaient leurs études primaires, le nombre d'adolescentes ayant un enfant à moins de 17 ans serait réduit de 10 %. Si toutes les filles d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud et de l'Ouest suivaient des études secondaires, le nombre d'adolescentes ayant un enfant à moins de 17 ans serait réduit de 60 %.

Favoriser l'accès des filles à l'éducation est un facteur clé de la transition démographique vers la réduction des taux de natalité. En Afrique subsaharienne, les femmes qui n'ont pas été scolarisées ont, en moyenne, 6,7 enfants. Le chiffre passe à 5,8 pour les femmes qui ont achevé leurs études primaires et à 3,9 pour celles qui ont suivi des études secondaires.

Les filles ayant accédé aux niveaux supérieurs d'éducation sont moins susceptibles de se marier précocement. Si toutes les filles achevaient leurs études primaires, le nombre de mariages

⁵ Rapport mondial de suivi sur l'EPT, Fiche d'information, Octobre 2013

précoces serait réduit de 14 %. Si toutes les filles suivaient des études secondaires, le nombre de mariages précoces serait réduit des deux tiers

L'éducation réduit les écarts de salaire entre les hommes et les femmes. Au Pakistan, les femmes qui ont achevé leurs études primaires ont un salaire inférieur de 49 % à celui des hommes. Celles qui ont suivi des études secondaires ont un salaire inférieur de 30 % à celui des hommes. En Jordanie, les femmes qui ont achevé leurs études primaires ont un salaire inférieur de 47 % à celui des hommes. Celles qui ont suivi des études secondaires ont un salaire inférieur de 37 % à celui des hommes.

Les femmes éduquées sont plus susceptibles de trouver un emploi : Au Brésil, seulement 37 % des femmes qui n'ont pas achevé leurs études primaires travaillent. Ce chiffre atteint 50 % si elles ont achevé leurs études primaires, et 60 % si elles ont suivi des études secondaires.

Autonomisation des femmes. L'éducation donne aux femmes la capacité de vaincre la discrimination. Les filles et les jeunes femmes instruites ont une conscience plus aiguë de leurs droits, et elles jouissent de plus de confiance et de liberté pour prendre les décisions susceptibles d'affecter leur existence, d'améliorer leur santé et leurs chances de survie ainsi que celles de leurs enfants, et d'accroître leurs perspectives d'emploi. En Afrique subsaharienne et en Asie du Sud et de l'Ouest, une fille sur huit est déjà mariée à l'âge de 15 ans, et une sur sept est déjà mère à 17 ans. Maintenir les filles à l'école est l'un des moyens les plus sûrs de prévenir le mariage des enfants et les grossesses précoces. L'éducation est aussi un facteur clé de l'accélération de la transition démographique et de la baisse des taux de natalité et de mortalité.

2.3. Coûts réels de l'abandon scolaire des filles, Banque Mondiale

La grossesse précoce est l'un des fléaux qui empêche les adolescentes d'achever leurs études. Une étude de la Banque Mondiale illustre les coûts d'opportunité associés à la grossesse chez l'adolescente et à l'abandon scolaire. Cette étude informe que si les adolescentes avaient retardé leur grossesse jusqu'à ce qu'elles soient au début de leur vingtaine, le revenu du Brésil et de l'Inde auraient augmenté de plus de 3,5 milliards de dollars et de 7,7 milliards de dollars respectivement. Ainsi l'abandon des études secondaires des adolescentes sont très coûteux pour les pays. Il engendre non seulement des coûts économiques, mais aussi des coûts sociaux.

Les coûts économiques se portent sur la perte de productivité sur le marché du travail et les coûts encourus pour la santé des femmes ; les études de la Banque Mondiale montrent que les enfants de mères adolescentes parviennent à un niveau d'éducation inférieur. Les coûts sociaux réels comprennent ceux de l'état de santé inférieur des enfants de ces adolescentes, une espérance de vie à la naissance plus brève, une difficulté des aptitudes des adolescentes sans emploi, une habilitation sociale plus faible.

2.4 Différents types d'intervention pour la rétention des filles à l'école

En 2014, des experts de différentes institutions⁶ et de différentes universités à travers le monde se mettent ensemble pour produire une étude sur les différents types d'interventions visant à l'amélioration de la rétention des filles à l'école. Cette étude propose une théorie du changement, développée comme un modèle à plusieurs niveaux permettant d'examiner les relations entre le contexte, les différentes formes d'interventions, les résultats concernant l'éducation des filles et les résultats plus généraux de l'égalité des sexes. Cette théorie distingue trois types d'interventions qui peuvent comporter des préoccupations qui se chevauchent. Il s'agit des interventions axées sur les ressources et l'infrastructure, des interventions axées sur l'évolution des institutions et des interventions axées sur l'évolution des normes et l'inclusion des plus marginalisés dans la prise de décisions en matière d'éducation.

Interventions axées sur les ressources et l'infrastructure : Ce sont les intrants physiques et matériels qui ciblent l'offre, la demande ou les deux combinés. Il s'agit notamment de la fourniture d'un soutien financier (par exemple les bourses d'études, les transferts de fonds, les frais d'exonération, les frais inférieurs ou les subventions pour enfants, les programmes d'alimentation scolaire). Le développement des infrastructures (par exemple les routes, la construction de nouvelles écoles et le renforcement des écoles existantes, les murs des limites, l'eau, l'assainissement, l'électricité, la fourniture de pensionnats, l'amélioration des transports). La littérature examinée indique que l'efficacité des interventions en matière de ressources dépend du ciblage soigneux des familles

⁶ Education Rigorous Literature Review, Girls' education and gender equality, juin 2014. Authors: Elaine Unterhalter, Amy North, Jenny Parkes (Institute of Education, University of London), Madeleine Arnot (University of Cambridge) Cynthia Lloyd (Independent consultant), Lebo Moletsane (University of KwaZulu Natal), Erin Murphy-Graham (University of California, Berkeley), Mioko Saito (International Institute for Educational Planning, UNESCO)

dont les ressources sont insuffisantes et de la conception judicieuse des programmes axés sur les filles les plus à risque.

Interventions axées sur l'élaboration de politiques et l'évolution des cultures institutionnelles à différents niveaux (international, national, provincial ou local), soit par la mise en œuvre de changements de politiques et de pratiques, soit par le changement de la culture et des relations sociales des institutions. Il s'agit notamment de la législation et de l'intégration de la dimension de genre dans les administrations de l'éducation en mettant l'accent sur le genre et l'apprentissage par l'adoption de programmes d'études, de pédagogies, de programmes de formation des enseignants et de matériel didactique tenant compte des sexo-spécificités, sur la présence d'enseignantes et de gestionnaires dans les écoles, sur l'implication des femmes dans l'engagement communautaire avec la gouvernance scolaire, sur le l'association de l'éducation au marché du travail et d'autres stratégies de développement social, et sur le développement de liens avec les programmes de santé et la protection sociale (y compris sur le VIH). Un nombre significatif d'études suggèrent que les interventions réussies associées au changement institutionnel et à la politique dans le secteur de l'éducation pourraient également avoir un impact plus important sur les résultats de l'égalité entre les sexes.

Interventions visant à modifier les normes de genre et à renforcer l'inclusion : Ces interventions portent sur la discussion, la réflexion, la prise de décisions et l'action pour les groupes et les individus précédemment exclus. Cela comprend le développement de clubs de filles, le travail avec les garçons, les stratégies de lutte contre la violence sexo-spécifique (par exemple par la formation, les politiques scolaires ou le travail avec les garçons), l'ouverture des espaces pour les voix des filles, les campagnes de plaidoyer pour l'éducation des filles et des liens avec l'activisme des droits des femmes, l'engagement des communautés religieuses, une prise de conscience que l'éducation des filles n'empêche pas d'autres attachements (par exemple, à la famille, à la religion ou à l'amitié), une remise en question des traditions dominantes de genre dans la culture nationale, locale religieuse tout en reconnaissant l'importance de la culture dans la vie des gens, le travail avec des groupes et des communautés marginalisés et des programmes d'alphabétisation

2.5. Quelques interventions réalisées dans certains pays

Dans notre programme, nous avons opté pour l'octroi des bourses aux filles en fonction des situations économique de leurs parents. Ces bourses sont un moyen pour inciter les filles à poursuivre leurs études secondaires. De nombreux pays ont déjà expérimenté le système de bourses aux filles défavorisées comme politique d'égalité des chances dans l'éducation. Une sélection de deux de ces expériences a été faite.

2.5.1. Programme de bourses d'étude secondaire aux filles au Bangladesh⁷

Le programme national en vigueur au Bangladesh depuis 1994, le « Female Secondary School Assistance Program » (FSSAP) en français programme d'allocations pour les filles dans l'enseignement secondaire a eu un effet important sur les taux de scolarisation. Pour y avoir droit, les filles doivent fréquenter l'école durant au moins 75 % de l'année scolaire, obtenir certaines notes aux examens et contrôles, et rester célibataires. Les allocations sont versées directement sur leur compte bancaire, ce qui contribue à développer leur sens des responsabilités. Ceci a eu un impact positive sur la rétention des filles à l'école au Bengladesh.

2.5.2. Programme « Bolsa Escola » au Brésil

La « *Bolsa Escola* » en français Bourse Ecole est une innovation politique brésilienne lancée pour la première fois de 1993 à 1996 dans le district de Brasilia par Cristovam Buarque, alors gouverneur de cet état. Ce programme, dont l'objectif est d'éviter le travail infantile et la désertion scolaire propose une aide financière aux familles les plus pauvres en échange d'une fréquentation assidue de l'école par leurs enfants. Il est par la suite repris dans différentes municipalités du Brésil. Parmi celles-ci, Belo Horizonte capitale de l'État de Minas Gerais, mais aussi Recife, Belém, Campinas, chacune d'elles le mettant en place selon une modalité particulière. En 2000, le gouvernement fédéral nationalise l'initiative en créant un programme, le FGRM (Fonds de Garantie du Revenu Minimum), destiné à financer en partie les programmes *Bolsa Escola* dans les états et communes du pays. En 2004, la *Bolsa Familia* (Bourse Famille) remplace, au niveau fédéral, la *Bolsa Escola*, fondant en une seule, les différentes aides sociales versées aux familles défavorisées (concernant l'alimentation, le paiement du gaz et enfin l'école) dans le but de leur garantir davantage de

⁷ Mentionné dans l'introduction

ressources et d'apporter une action plus globalisée. Ce programme a eu un effet beaucoup plus significatif pour les filles dont les effectifs ont augmenté considérablement dans les écoles. Le Kenya et le Nicaragua ont aussi obtenu des résultats prometteurs avec des programmes de bourses.

3. Théorie

Du point de vue économique, l'éducation profite à la collectivité à travers la croissance, mais elle bénéficie de manière plus directe aux individus. Il est établi que l'investissement en capital humain est non seulement une source de revenus, mais il contribue à mettre à l'abri contre le chômage et la précarité. Notre étude s'appuie principalement sur la théorie du capital humain.

3.1. Théorie du capital humain

Les économistes ont reconnu l'importance des investissements consacrés aux êtres humains depuis les travaux précurseurs de Mincer (1958,1974), Shultz(1961) et Becker(1962). Les dépenses consacrées à l'éducation, à la formation professionnelle, à la migration des travailleurs et aux soins de santé contribuent à accroître la qualité de main d'œuvre et à hausser la productivité. Les impacts de l'investissement en capital⁸ sont :

a) Revenus individuels

La forme élaborée Mincer que revêt actuellement la fonction de rémunération du capital humain puise dans les travaux de Becker : $\log(y) = a + bS + cX + dX^2 + e$ (1)

Où y représente la rémunération du travail de l'individu (pouvant être mesuré par le salaire horaire, mensuel, etc.), S le nombre d'années d'éducation reçues et X le nombre d'années d'expérience professionnelle, et e le terme d'erreur. Les instances internationales (Banque mondiale, notamment) se basent sur les estimations fournies à l'aide de la fonction de rémunération pour aider à la définition des politiques publiques d'éducation (Bennell, 1996).

⁸ UNICEF, La non scolarisation au Maroc, Une analyse en termes de coût d'opportunité, impacts de l'investissement en capital, p15

Néanmoins, à l'encontre du modèle de Mincer, on peut remarquer qu'il ne prend guère en compte la variable qualité de l'enseignement.

b) La croissance économique

Le capital humain possède un impact positif sur la croissance économique. L'observation met en évidence le principe que le bénéfice de l'éducation obtenu au niveau de la société est nettement supérieur à la somme des bénéfices individuels. Ce résultat tient au fait que l'éducation affecte non seulement la productivité de l'individu mais également celle de son entourage. Les économistes désignent ce phénomène par les « externalités » dites positives, associées au capital humain. Il existe deux méthodes permettant de mesurer le bénéfice de l'éducation pour l'économie toute entière, l'une microéconomique, l'autre macroéconomique. Les deux prennent en compte les externalités du capital humain mais sont divergentes quant au traitement réservé à ces externalités. Les modèles macroéconomiques s'inspirent de la théorie de la croissance endogène (Romer, 1986) faisant du capital humain la principale source de la croissance économique.

Pour mesurer le niveau du capital humain d'un pays et l'ampleur de son impact au niveau de la croissance économique, Lucas (1988) considère que la production d'une entreprise est due aussi bien au capital humain des employés qu'au capital humain moyen dans l'ensemble de l'économie. Or, si une entreprise rémunère ses travailleurs en leur versant des salaires, elle ne compense pas le facteur capital humain moyen dans l'ensemble de l'économie pour sa contribution à la production de cette entreprise. Par conséquent, ce dernier facteur induit une externalité positive. Or, les décisions d'investissement en capital humain sont individuelles et ne prennent en considération que les rendements privés. Se pose alors la question de savoir comment « internaliser les externalités », autrement dit il s'agit de trouver le moyen d'inciter un individu à prendre en considération l'intérêt collectif lorsqu'il décide du nombre d'années que va durer sa scolarité. Il revient donc aux politiques publiques d'infléchir l'ensemble des décisions individuelles pour répondre aux objectifs stratégiques en matière d'investissement en capital humain.

Mankiw Romer et Weil (1992) emploient une mesure de la scolarisation comme approximation de l'accumulation du capital humain et constatent que le modèle cadre bien avec les données pour ce

qui est des prédictions sur la convergence de la croissance et des estimations des élasticités de la production.⁹ Dans une perspective microéconomique, Black et Lynch (1996) constatent que le capital humain est un déterminant important de la variation transversale de la productivité au niveau des établissements, ainsi une hausse de 10% du niveau moyen de scolarité entraîne une augmentation de 8.5% de la productivité manufacturière et une augmentation de 12.7% de la productivité non manufacturière.

3.2. Coûts d'opportunité du capital humain¹⁰

Le capital humain désigne l'ensemble des qualités (connaissances, aptitudes, qualifications, compétences, etc.) qui sont pertinentes du point de vue du marché du travail (Hartog, 1999). Le principe théorique est que les individus considèrent le nombre d'années passées à l'école comme un investissement. De même que l'achat d'un capital physique génère un profit, l'investissement en capital humain procure un bénéfice futur. La seule différence entre le capital humain et le capital physique ou financier réside dans le fait que le premier est incorporé dans les individus : on ne peut, en effet, séparer une personne des connaissances dont elle est pourvue comme on peut le faire s'agissant du portefeuille qu'elle détient (Schultz, 1961, 1962 ; Becker, 1967).

Du point de vue de la théorie économique, le coût d'opportunité de l'emploi d'une ressource dans une activité donnée correspond au gain tiré de l'utilisation de cette ressource dans l'activité de substitution la plus rentable. De ce point de vue, l'occupation la plus avantageuse pour un enfant en âge de scolarité est son implication dans l'activité scolaire. Un tel résultat est d'autant plus significatif que sont pris en compte non seulement les bénéfices directs que procure la scolarité à l'enfant, mais aussi les gains générés pour la famille et pour la société.

⁹ Programme des publications de recherche d'industrie Canada : Investissement et croissance de la productivité (Juin 2000, numéro 24)

¹⁰ UNICEF, la non scolarisation au Maroc, Une analyse en termes de coût d'opportunité, p15

4. Calcul des coûts et des avantages

4.1. Présentation de l'intervention

4.1.1. Description de l'intervention

L'intervention proposée s'apparente aux types d'interventions liées aux ressources et à l'infrastructure présentés dans l'analyse documentaire qui visent l'expansion de l'éducation des filles, notamment en augmentant les effectifs, la fréquentation scolaire, la rétention, la réussite scolaire, les résultats et l'achèvement de l'apprentissage plutôt que sur les liens entre l'éducation des filles et l'égalité des sexes dans la société. Cette intervention s'inscrit dans une perspective à moyen et long terme. Pour la réaliser, tout un programme sera mis en place. Ce programme comprendra une série d'activités centrées particulièrement sur les filles entre 15 et 19 ans des milieux ruraux les plus défavorisés du pays. Ces filles doivent être en phase de transition du niveau fondamental au niveau secondaire. Les études révèlent en effet qu'on enregistre beaucoup plus de cas d'abandon scolaire des filles dans le secondaire. Ce constat est encore plus alarmant dans les milieux ruraux. Ainsi ce programme s'occupera de l'octroi des bourses d'assistance scolaires aux filles selon les critères de sélection suivants :

- 1) Le bénéficiaire doit être une fille.
- 2) Elle doit être admise en secondaire 1 (nouveau secondaire) ou 3ème secondaire (secondaire traditionnel).
- 3) Elle doit habiter dans les zones rurales les plus défavorisés du pays.
- 4) Elle doit avoir une moyenne générale supérieur ou égale à 60 sur 100 pour le niveau fondamental.
- 5) Elle devra fréquenter l'école durant au moins 80% de l'année académique.

Afin d'assurer une plus grande efficacité du programme, les écoles qui accueillent les bénéficiaires en leur sein doivent fournir régulièrement chaque année un rapport au MENFP sur l'état d'avancement académique de ces dernières (moyenne, nombre de retard, nombre d'absence...). À la fin de l'année scolaire, les bénéficiaires qui n'ont pas obtenu une moyenne générale de 50.5 sur 100, qui ont été absentes plus de 20% de l'année académique seront disqualifiées pour la bourse. L'intervention débutera à l'année académique 2017-2018 et s'effectuera sur une période

de 10 ans. Durant cette période, chaque année le programme financera les études secondaires d'un groupe de bénéficiaires de leur première année du secondaire jusqu'à la fin de leurs études classiques. La bourse comprendra le paiement des frais de scolarité, la fourniture de matériels académiques, la fourniture des uniformes et l'offre de deux repas chaque jour (le matin et à midi). Le programme pourrait être renouveler au fil des ans.

4.1.3. Financement de l'intervention

Pour faire face aux différents coûts inhérents à l'exécution de l'intervention, nous comptons sur des ressources internes (trésor public). En outre, on peut également profiter de l'opportunité des mécanismes de financement innovant de l'Aide Publique au Développement (APD) pour assurer le financement et la pérennité du programme. Les fonds pour les bourses seront gérés par un comité responsable au Ministère de l'Education et de la Formation Professionnelle (MENFP).

4.1.4. Objectifs de l'intervention

Le principal objectif poursuivi par cette intervention est de parvenir à un meilleur taux d'achèvement des filles à l'école. A travers cette intervention, comptabiliser le même nombre de filles et de garçons au niveau secondaire du système éducatif ne nous intéresse pas particulièrement. Il s'agit d'offrir une chance aux filles des milieux ruraux les plus défavorisés du pays de poursuivre et de terminer leurs études classiques, en bénéficiant des mêmes enseignements et en obtenant les mêmes acquis que les enfants riches. Les bénéficiaires auront par la suite les chances égales de réussite dans la société, sur le plan personnel et/ou professionnel. En améliorant la rétention des filles à l'école au niveau secondaire on parviendra à la parité entre les filles et les garçons.

4.1.5. Scénario contrefactuel

Le maintien des filles à l'école est le meilleur moyen de lutter contre les disparités de genre qu'il y a dans les écoles et d'augmenter le taux de scolarisation dans le pays. Les abandons scolaires annuels des filles coûtent très cher à l'état et aux familles. De plus, ces abandons augmentent les risques de grossesses précoces et les risques d'être victimes du VIH /sida puisque ces dernières en désertant l'école n'ont pas accès aux diverses informations sur le sujet. Et lorsque les parents n'ont pas les moyens financiers pour payer les frais de l'école de leur fille, celle-ci peut être obligée de

faire des compromis avec un homme, qui peuvent déboucher sur une grossesse précoce. De ce fait, l'adolescente peut se voir contrainte de mettre fin à ses études ; ses perspectives d'emploi s'évanouissent et sa vulnérabilité à la pauvreté, à l'exclusion et à la dépendance se multiplient.

De récentes études de la Banque Mondiale montre que tout abandon qui survient avant la 4^{ème} année du primaire conduit à l'analphabétisme. Lorsqu'une fille ne poursuit pas ses études, sa santé, son éducation, son revenu potentiel et tout son avenir peuvent être mis en cause et elle peut se trouver condamnée à une vie de pauvreté, d'exclusion et d'impuissance. Ce qui alimentera la pauvreté chronique qui sévit dans le pays. Cette intervention est donc importante vu que l'éducation des filles est un investissement idéal pour le pays ; la fille éduquée développe l'économie par son travail à un moindre coût dans tous les secteurs : santé, emploi, justice, planification familiale, éducation et finances.

4.2. Détermination de la population cible

Comme mentionné plus haut, la population cible de notre intervention représente le nombre de filles qui vivent en milieu rural qui sont admises en 3^e secondaire (secondaire traditionnel) ou secondaire 1 (nouveau secondaire) mais qui sont contraintes d'abandonner leurs études. Ces abandons ont leur source dans deux raisons fondamentales. Premièrement, le fait que le nombre de lycées soit très limité en milieu rural entraîne que ces dernières n'arrivent pas à y trouver une place. Et deuxièmement, leurs parents font face à des grandes difficultés économiques et n'ont pas les moyens pour payer les frais de scolarités (très coûteux) dans les écoles privées.

Pour déterminer notre population cible nous avons utilisé les données du recensement scolaire de 2012 réalisé par la Direction de la Planification et de la Coopération Externe (DPCE) du MENFP. En effet, Une vérification de l'annuaire statistique 2010-2011 confirme qu'environ 50% des filles dans les zones rurales abandonnent l'école secondaire. Ainsi à travers notre intervention nous ciblons particulièrement ce groupe de jeunes filles. Pour le calcul, nous avons appliqué ce pourcentage de 50% qui représente le pourcentage de filles à risques sur le nombre de filles admises en première année du niveau secondaire dans les milieux ruraux. Les différentes étapes pour arriver au résultat final sont présentées dans le tableau suivant.

Tableau 5 : Détermination de la population cible

Indicateurs	Valeurs	Sources
Nombre de filles en 9eme année en milieu rural	13,165	Annuaire statistique scolaire (2010-2011) DPCE-MPCE
Nombre de redoublantes en milieu rural	2,203	Annuaire statistique scolaire (2010-2011) DPCE-MPCE
Nombre de filles admise au niveau secondaire	10,962	Calcul
% de filles à risques (filles les plus défavorisées)	50%	Hypothèse
Population cible	6583	Calcul

Source : Feuille de calcul Excel de l'analyse coût-bénéfice de l'intervention en éducation pour l'amélioration de la rétention des filles à l'école en Haïti" pour le projet Haïti Priorise, 29 novembre 2016

4.3. Description et calcul des coûts

Les coûts inhérents (directs et indirects) à l'intervention sont ceux dus à la création du fonds pour l'octroi de bourses d'assistance scolaire aux filles terminant le dernier cycle fondamental (9^e année) dont les parents sont les plus défavorisés pour qu'elles puissent terminer leurs études. Les coûts directs à l'intervention sont : le coût de la bourse, le coût de gestion du fonds de la bourse. Et les coûts indirects sont : le coût de vulgarisation du programme à travers le pays, le coût de la réalisation d'une enquête pour l'identification des bénéficiaires et le coût d'opportunité du temps.

4.3.1. Coût de la bourse

Le coût de la bourse se rapporte au coût de scolarisation. Il englobe les frais de scolarité, les dépenses pour les uniformes, les dépenses pour les matériels scolaires et les dépenses pour l'alimentation. Les seules données fiables sur les coûts de l'éducation en Haïti proviennent de l'Enquête sur les Conditions de Vie en Haïti (ECVH-2001), qui ont ensuite été présentées dans un rapport en 2003. Selon ce rapport, les dépenses moyennes pour une élève du secondaire s'élevaient en 2001 à 7224 gourdes ventilées comme suit : 28.3% (frais de scolarité), 25.5% (coût de matériels académiques, coût de l'uniforme et autres dépenses), et 46.2% (coûts de l'alimentation). Cependant dans un sondage mené de juin à août 2012, Rollet et al (2014) ont interrogé les familles de 358 enfants dans la vallée de Milot en Haïti. Les résultats ont révélé entre

autres, que 14% des enfants ont seulement 1 à 1,5 repas par jour et 48% des enfants ont 2 à 2,5 repas par jour. A travers l'intervention, il est prévu de fournir 2 des 3 repas par jour aux bénéficiaires. Ainsi, pour 14% des enfants, l'école fournit 1,75 repas supplémentaires, et pour 48% des enfants, l'école fournit 0,75 repas supplémentaires. La moyenne pondérée est de 0,6 repas supplémentaires. Pour 2 repas par jour, cela représente un nouveau coût alimentaire (coût marginal des aliments) de 30% du coût total des aliments. L'interprétation est que 70% de la nourriture aurait été dépensée par les parents de toute façon, et 30% du coût des aliments est nouveau, et donc une partie du coût supplémentaire de l'éducation. Ces 30% sont appliqués à la proportion du coût des aliments de 46.2% auquel on ajoute les coûts en % des autres composantes (frais de scolarité, uniformes matériels et autres). Ainsi on obtient une proportion de 67.78 % qui représentent les coûts marginaux totaux de l'éducation. En multipliant la moyenne des valeurs des dépenses en éducation du secondaire par ce pourcentage on obtient la valeur des dépenses du coût de la bourse pour l'année 2001. En utilisant les données sur l'inflation haïtienne fournies par la Banque mondiale¹¹ (taux d'inflation = 6.93%), des valeurs équivalentes ont été calculées pour 2017. Finalement, le coût de la bourse par bénéficiaire est égal à 29,782 gourdes pour l'année 2017.

4.3.2. Coût de gestion du fonds de la bourse

Un comité au sein du MENFP se chargera de la gestion des fonds disponibles pour le programme d'attribution de bourses. Son coût de fonctionnement s'élèvera à 10 % du montant de la bourse par hypothèse soit un montant de 2,978 gourdes par bénéficiaire.

4.3.3. Coût de vulgarisation du programme

Des coûts seront également engendrés pour faire la vulgarisation du programme auprès de la population rurale. Ces coûts correspondent au coût de réalisation de banderoles et de pancartes, au coût de publicité dans les médias et représentent par hypothèse 5 % du montant de la bourse équivalant à 1,489 gourdes par bénéficiaire.

¹¹ <http://data.worldbank.org/indicateur/FP.CPI.TOTL.ZG> ? Locations = HT

4.3.4. Coût d'opportunité du temps

Le coût d'opportunité du temps représente la perte du temps que les filles consacrent aux tâches ménagères ou agricoles ou de leur contribution au revenu du ménage lorsqu'ils vont à l'école. Ce coût peut être une source de préoccupation pour les parents, surtout les plus pauvres et peut sembler plus élevé pour les filles car elles effectuent plus de travaux domestiques en dehors de l'école. Ce coût se calcule en multipliant le % de filles de 15-19 ans dans la main-d'œuvre (29% selon ECVMAS) par le revenu potentiel des filles avant d'entrer dans le niveau secondaire (95,411 Gourdes). Finalement ce coût sera égal à 27,699 gourdes par bénéficiaire.

4.3.5. Coût de réalisation de l'enquête

Pour une meilleure identification des filles les plus vulnérables, une enquête devra être réalisée chaque année pour identifier le groupe de bénéficiaires. Ce coût est estimé en se basant sur le bilan financier de l'enquête pour l'élaboration de la carte de pauvreté et de potentialités d'Haïti. Il est égal à 5,317 gourdes par bénéficiaire.

Tableau 6 : Coûts par bénéficiaire pour une année

Rubriques	Paramètres	Valeur	Source
<i>Montant de la bourse</i>	Coût moyen du montant de la bourse par bénéficiaire en Gourdes pour une année	29,782	Calcul
<i>Gestion du fonds</i>	Gestions des fonds de la bourse (% du coût de la bourse)	10%	Hypothèse
	Coûts de gestion du fonds en Gourdes	2,978	Calcul
<i>Coût d'opportunité du temps par bénéficiaire</i>			
	Coût d'opportunité du temps	27,669	Calcul
<i>Vulgarisation du programme</i>	Vulgarisation du programme(% du coût de la bourse)	5%	hypothèse
	Coût de vulgarisation du programme	1,489	Calcul
<i>Total Coût par bénéficiaire</i>	Coût par bénéficiaire en dehors de l'enquête	61,919	
<i>Enquête sur l'identification des bénéficiaires</i>	Coût de réalisation de l'enquête par bénéficiaire	5,317	Calcul
<i>Coûts par bénéficiaire</i>	Total des Coûts en Gourdes en 2017, par bénéficiaire	67,236	Calcul

Source : Feuille de calcul Excel de l'analyse coût-bénéfice de l'intervention en éducation pour l'amélioration de la rétention des filles à l'école en Haïti" pour le projet Haïti Priorise, 29 novembre 2016

4.3.6. Coût totaux de l'intervention

Sur la base que la bourse scolaire sera fourni pour les 4 années du secondaire, alors les coûts de l'intervention pour la première cohorte de bénéficiaires seront étalés sur 4 ans. En supposant que les prix réels restent les mêmes pendant ces 4 années alors les coûts totaux de l'intervention par bénéficiaire seront égaux à 67,236 gourdes pour une année d'étude et 268,944 gourdes pour les 4 ans. En finançant les 6583 filles de la population cible, les coûts totaux de l'intervention pour la première cohorte de bénéficiaires s'élèveront à **1,770,324,820 gourdes** (tableau 7).

Tableau 7 : Coûts totaux de l'intervention

Année	1	2	3	4	Total
Coûts totaux de l'intervention	442,581,205	442,581,205	442,581,205	442,581,205	1,770,324,820

4.4. Description et calcul des avantages

L'intervention assurera qu'un plus grand nombre de filles puissent continuer et achever leurs études secondaires. Cela entraînera maints avantages pour les filles particulièrement et pour le pays tout entier d'une manière générale. Les avantages quantifiables et quantifiés dans notre travail sont : Avantages salariaux des filles, avantages de la mortalité infantile évitée, avantages de l'incidence évitée du VIH, Avantages du retard de croissance des enfants évité et avantages de la grossesse précoce et d'insuffisance pondérale à la naissance (faible poids à la naissance) évitées.

4.4.1. Avantages salariaux

Les études de la Banque mondiale montrent que, d'une manière générale, une année d'enseignement secondaire de plus que la moyenne relève le salaire éventuel de l'individu de 15 à 25 %, l'augmentation étant plus importante pour les filles que pour les garçons. Ainsi la mise en œuvre de l'intervention entraînera une augmentation directe des revenus des bénéficiaires. Pour le calcul de ces avantages, les paramètres utilisés sont les suivants : le taux d'inflation depuis 2012, le taux de croissance réel, le pourcentage de filles de 15-19 ans employés dans la main-d'œuvre, le taux de participation des femmes dans la main-d'œuvre, les salaires par niveau d'étude. Les valeurs et leurs différentes sources sont présentées dans les tableaux suivants.

Tableau 8 : Paramètres utilisés dans le calcul des avantages salariaux

Paramètres	Valeur	Source
Inflation depuis 2012	1.21	MEF
Taux de croissance réel	2.70%	Hypothèse
% de filles de 15-19 ans employées dans la main-d'œuvre	29.00%	ECVMAS, 2012
Taux de participation des femmes dans la main-d'œuvre	61.00%	WB http://data.worldbank.org/indicator/SL.TLF.CACT.FE.ZS

Tableau 9 : Salaires par niveau d'étude

Niveau de l'éducation	Salaires mensuels HTG, 2012	Salaires annuels, \$US
Sans éducation	3,569	996
1e et 2e cycle fondamental	5,636	1,573
3e cycle fondamental	6,571	1,834
Professionnel	8,365	2,334
Secondaire	12,314	3,437
Supérieur	12,680	3,538

Source : ECVMAS 2012 et taux d'échange de 43 HTG

En nous basant sur les données précédentes nous avons pu aboutir aux avantages salariaux par bénéficiaire de l'intervention pour chaque année d'étude secondaire. Ces avantages ont été calculés en déterminant l'écart de revenus entre les gens atteignant le niveau secondaire et ceux du 3^{ème} cycle fondamental multiplié par le pourcentage de filles de 15-19 ans employées dans la main-d'œuvre. Puis ils ont été actualisés aux différents taux de réduction (3%, 5% et 12 %) sur une période de 50 ans, de l'âge de la fille lors du début d'intervention (15 ans) à l'âge de la retraite (65 ans).

Tableau 10 : Avantages salariaux par bénéficiaire en Gourdes

Avantages salariaux par année d'éducation, 3%	429,606
Avantages salariaux par année d'éducation, 5%	261,665
Avantages salariaux par année d'éducation, 12%	78,389

Source : Feuille de calcul Excel de l'analyse coût-bénéfice de l'intervention en éducation pour l'amélioration de la rétention des filles à l'école en Haïti" pour le projet Haïti Priorise, 29 novembre 2016

4.4.2. Avantages de la mortalité infantile évitée

L'augmentation du niveau d'éducation s'accompagne habituellement d'une diminution de la mortalité infantile. En effet, en restant à l'école, les adolescentes sont moins risquées à certains cas de maladies mortelles telles le SIDA ou encore sont moins susceptibles de tomber enceinte. En tombant enceinte, elles mettent leurs vies et celle de leurs enfants en danger. Selon World Health Organization (WHO), environ 1 million d'enfants nés de mères adolescentes n'atteignent pas leur premier anniversaire. Dans les pays où les trois quarts des femmes ont une éducation secondaire, les femmes ont généralement deux ou trois enfants, les enfants sont plus susceptibles d'être scolarisés et le taux de mortalité infantile baisse à mesure que les revenus augmentent. Selon de nombreuses études, une année d'éducation de plus que la moyenne pour la mère amène une baisse de la mortalité infantile de 5 à 10 %. Pour le calcul de ces avantages, les paramètres suivants ont été utilisés : la mortalité infantile en Haïti pour 1000 naissance vivantes, le nombre moyen d'enfants par femme, le nombre moyen de décès d'enfants par femme, la réduction de la mortalité des enfants pour une année d'éducation moyenne atteinte par les femmes, la réduction des décès d'enfants par femme d'une année d'étude supplémentaire, les DALYS non actualisés de la mort de l'enfant évité. Leurs valeurs sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 11 : Paramètres utilisés dans le calcul de la mortalité infantile évitée

Paramètres	Valeur	Source
La mortalité infantile en Haïti, pour 1000 naissances vivantes	88.00	OMS
Nombre moyen d'enfants par femme	3.5	http://dhsprogram.com/pubs/pdf/SR199/SR199.eng.pdf
Nombre moyen de décès d'enfants par femme	0.31	Calcul
Réduction de la mortalité des enfants pour une année d'éducation moyenne atteinte par les femmes	9.50%	Gakkidou et al (2010) - http://can-mnch.ca/wp-content/uploads/2012/06/5.-EducationandChildSurvivalLancet.pdf
Réduction des décès d'enfants par femme d'une année d'étude supplémentaire	0.02926	Calcul
DALYS non actualisés de la mort de l'enfant évité	63	Table de vie pour Haïti

Les avantages en santé sont mesurés en DALYs évités. En appliquant les différents taux de réduction sur les DALYs de la mort de l'enfant évitée sachant que l'espérance de vie à la naissance est de 63 ans, on obtient le tableau suivant.

Tableau 12 : DALYs actualisés aux taux de réduction

DALYs, actualisés à 3%	28.2
DALYs, actualisés à 5%	19.1
DALYs, actualisés à 12%	8.3

Puisque la valeur du DALY étant égale à 3 fois le PIB per capita, alors elle sera égale à 109,408 Gourdes en 2017 (l'année du début de l'intervention). Pour calculer l'avantage dû au décès d'enfant évité par année d'étude supplémentaire, on multiplie la valeur du DALYS par le taux de réduction des décès d'enfants par femme d'une année d'étude supplémentaire par le DALYs dépendamment du taux de réduction. Les résultats sont présentés dans le tableau suivant.

Tableau 13 : Avantages de la mortalité infantile évitée par bénéficiaire en gourdes

Avantage d'éviter le décès d'enfants par année d'éducation, 3%	90,134
Avantage d'éviter le décès d'enfants par année d'éducation, 5%	61,064
Avantage d'éviter le décès d'enfants par année d'éducation, 12%	26,656

Source : Feuille de calcul Excel de l'analyse coût-bénéfice de l'intervention en éducation pour l'amélioration de la rétention des filles à l'école en Haïti" pour le projet Haïti Priorise, 29 novembre 2016

4.4.3. Avantages de l'incidence évitée du VIH

Les abandons scolaires augmentent les risques d'être victimes du VIH /SIDA. Des études prouvent que les adolescentes sont plus vulnérables à l'infection par le VIH en raison de facteurs physiologiques, du manque d'information et de services, des normes et valeurs sociales qui minent leur aptitude à se protéger. En outre, les filles en désertant l'école n'ont pas accès aux diverses informations sur le sujet. Ainsi en maintenant les filles à l'école elles seront moins susceptibles d'être victimes du VIH/SIDA, seront plus sûres d'elles-mêmes et seront plus en charge de leur vie. Pour quantifier ces avantages, nous avons employé les paramètres suivants : le taux d'incidence des femmes, le risque de contracter le VIH, par année d'éducation en Ouganda, les Infections au VIH évitées par femme instruite et par an, le nombre de cas d'infection au VIH du programme, le nombre de femmes vivant avec le VIH, 2013 au-dessus de 15 ans et plus, DALYs associés au VIH des femmes, les années perdues avec incapacité, p.a. associées au VIH des femmes âgées de 15

ans et plus, le nombre annuel de femmes atteintes du VIH, le nombre de décès associés au VIH par femmes âgées de 15 ans et plus, le nombre de décès annuels par femme atteinte du VIH, l'espérance de vie moyenne d'une personne séropositive, l'espérance de vie moyenne d'une personne atteinte du VIH sans TAR (Traitement Antiretroviral). Le pourcentage d'haïtiens atteintes du VIH avec TAR, le pourcentage d'haïtiens atteintes du VIH sans TAR et l'espérance de vie moyenne d'une personne atteinte du VIH. Leurs valeurs respectives se trouvent dans le tableau suivant.

Tableau 14 : Paramètres utilisés dans le calcul des avantages de l'incidence évitée du VIH

Paramètres	Valeur	Source
Taux d'incidence des femmes, 2013	0.0550	From UNAIDS data assuming 50% new infections are women
Risque de contracter le VIH, par année d'éducation en Ouganda	0.918	De Walque (2007) - http://dx.doi.org/esc-web.lib.cbs.dk/10.1016/j.jdevec0.2006.12.003
Infections au VIH évitées par femme instruite, par an	0.0045	Calcul
Nombre de cas d'infection au VIH du programme	5.93	Calcul
Femmes vivant avec le VIH, 2013 au-dessus de 15 ans et plus	74000	UNAIDS
DALYs associés au VIH des femmes, 2013	188,589	Global Burden of Disease, 2013
Années perdues avec incapacité, p.a. associées au VIH des femmes âgées de 15 ans et plus	7977	Global Burden of Disease, 2013
Nombre annuel de femmes atteintes du VIH	0.108	Calcul
Décès associés au VIH par femmes âgées de 15 ans et plus	3533	Global Burden of Disease, 2013
Décès annuels par femme atteinte du VIH	0.048	Calcul
Espérance de vie moyenne d'une personne séropositive	26.7	Uganda: https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/21768555
Espérance de vie moyenne d'une personne atteinte du VIH sans TAR (Traitement Antiretroviral)	10	https://www.aids.gov/hiv-aids-basics/just-diagnosed-with-hiv-aids/hiv-in-your-body/stages-of-hiv/
% d'haïtiens atteintes du VIH avec TAR	49%	Calcul
% d'haïtiens atteintes du VIH sans TAR	51%	Calcul
Espérance de vie moyenne d'une personne atteinte du VIH	18.23	Calcul

Pour déterminer les avantages de l'incidence évitée du VIH, la valeur de l'évitement du VIH doit être nécessairement calculée. Pour la calculer on détermine tout d'abord la valeur de YLD (en français années ajustées sur l'incapacité) pour chaque année de l'âge de la fille au début de l'intervention (15 ans) jusqu'à l'âge de 33 ans. Ensuite les valeurs obtenues sont actualisées aux différents taux de réduction (3%, 5 % et 12 %) sur une période de 18 ans, de l'âge de la fille au début d'intervention jusqu'à l'âge de 32 ans ; auxquelles on ajoute la valeur des décès évités actualisés aux taux de réduction lorsque la bénéficiaire atteindra ses 33 ans. Les résultats sont résumés dans le tableau suivant.

Tableau 15 : Valeur de l'évitement du VIH en gourdes

Valeur de l'évitement du VIH, par cas évité, 3%	1,459,471
Valeur de l'évitement du VIH, par cas évité, 5%	885,245
Valeur de l'évitement du VIH, par cas évité, 12%	217,158

Source : Feuille de calcul Excel de l'analyse coût-bénéfice de l'intervention en éducation pour l'amélioration de la rétention des filles à l'école en Haïti" pour le projet Haïti Priorise, 29 novembre 2016

Pour déterminer les avantages de l'incidence évité du VIH, on multiplie le nombre d'infections au VIH évitées par femme instruite sur une année par la valeur de l'évitement du VIH par cas évité dépendamment du taux de réductions.

Tableau 16 : Avantages de l'incidence évitée du VIH par bénéficiaire en gourdes

Avantage de l'incidence évitée du VIH d'une année de scolarité, 3%	6,582
Avantage de l'incidence évitée du VIH d'une année de scolarité, 5%	3,992
Avantage de l'incidence évitée du VIH d'une année de scolarité, 12%	979

Source : Feuille de calcul Excel de l'analyse coût-bénéfice de l'intervention en éducation pour l'amélioration de la rétention des filles à l'école en Haïti" pour le projet Haïti Priorise, 29 novembre 2016

4.4.4. Avantages du retard de croissance des enfants évité

Les enfants d'adolescentes qui survivent risquent davantage de présenter un retard de croissance et d'être prématurés que ceux de femmes de 20 à 29 ans. En effet, l'éducation, surtout lorsqu'elle

autonomise les femmes, permet d'éloigner durablement le spectre de la malnutrition du fait que celles-ci ont les moyens pour mieux nourrir leurs enfants. Pour quantifier les avantages du retard de croissance des enfants évitée, les paramètres suivant ont été utilisés : la probabilité d'avoir un enfant en retard de croissance, par année d'étude des filles, le pourcentage d'enfants en retard de croissance en Haïti, zones rurales, les chances brutes d'être en retard de croissance Haïti, les chances d'être en retard de croissance avec une année supplémentaire d'étude, le risque relatif de d'être en retard de croissance avec une année supplémentaire d'étude, le pourcentage d'enfants en retard de croissance évités avec une année d'étude, le nombre moyen d'enfants par femme, l'âge moyen de la première naissance dans les zones rurales, l'intervalle médian de naissance médian par mois. Leurs valeurs accompagnées de leurs différentes sources respectives sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 17 : Paramètres utilisés dans le calcul des avantages du retard de croissance évité

Paramètres	Valeur	Source
Probabilité d'avoir un enfant en retard de croissance, par année d'étude des filles	0.95	Semba (2008) http://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(08)60169-5/fulltext
% Enfants en retard de croissance en Haïti, zones rurales, 2012	25%	ECVMAS, 2012
Chances brutes d'être en retard de croissance Haïti	0.33	Calcul
Chances d'être en retard de croissance avec une année supplémentaire d'étude	0.317	Calcul
Risque relatif de d'être en retard de croissance, avec une année supplémentaire d'étude	24.1%	Calcul
% d'enfants en retard de croissance évités avec une année d'étude	0.9%	Calcul
Nombre moyen d'enfants par femme	3.5	ECVMAS, 2012
Âge moyen de la première naissance, zones rurales	21.3	ECVMAS, 2012
Intervalle médian de naissance médian par mois	37.4	ECVMAS, 2012

Selon l'ECVMAS, chaque femme haïtienne a 3,5 enfants en moyenne, le premier quand elle est 21,3 ans. Alors en moyenne, il y a un écart de 37,4 mois entre chaque naissance. Avec ces informations nous avons pu estimer les données suivantes.

Tableau 18 : Age moyen de la femme à la naissance suivant le nombre d'enfants

Âge moyen au premier enfant	21.3 ans
Âge moyen au deuxième enfant	24.4 ans
Âge moyen au troisième enfant	27.5 ans
Âge moyen au dernier enfant	30.7 ans

Pour calculer les avantages du retard de croissance des enfants évité, on a calculé tout d'abord les bénéfices totaux par retard de croissance évitée. Pour trouver ces chiffres on part des âges des futurs enfants de la fille qui reçoit actuellement l'éducation. D'abord on calcule la valeur des bénéfices pour que son premier enfant ne soit pas en retard de croissance. Ces bénéfices sont calculés pour une période de 50 ans, entre l'âge de 15 ans de l'enfant jusqu'à ses 65 ans et actualisés aux différents taux de réduction. On effectue le même processus de calcul pour son deuxième, son troisième et son quatrième (la moitié des femmes ont 4 enfants) futur enfant. Ensuite on fait la somme des bénéfices qu'apportera chacun des premier, deuxième, troisième et quatrième futurs enfants pour obtenir les bénéfices totaux par retard de croissance évité. Ensuite ces bénéfices totaux sont multipliés par le pourcentage d'enfants en bonne santé par année d'étude pour trouver les avantages du retard de croissance des enfants évité par année d'étude de la mère. Le tableau suivant résume les résultats obtenus.

Tableau 19 : Avantages du retard de croissance évité des enfants par bénéficiaires en gourdes

Avantages du retard de croissance évité par année d'étude, 3%	50,418
Avantages du retard de croissance évité par année d'étude, 5%	19,482
Avantages du retard de croissance évité par année d'étude, 12%	1,345

Source : Feuille de calcul Excel de l'analyse coût-bénéfice de l'intervention en éducation pour l'amélioration de la rétention des filles à l'école en Haïti" pour le projet Haïti Priorise, 29 novembre 2016

4.4.5. Avantages de la grossesse précoce et du faible poids à la naissance évités

Une enquête menée pour évaluer les progrès des pays dans la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement de 1994 confirme que des taux d'alphabétisation plus élevés chez les adolescentes de 15 à 19 ans sont associés chez

celles-ci à des taux de natalité notablement plus faibles. De plus, une étude révèle que les enfants nés de grossesses précoces sont plus susceptibles d'avoir un faible poids à la naissance (BPN). Pour quantifier les bénéfices qu'engendre la diminution des cas de grossesses chez les adolescentes, les paramètres suivants ont été utilisés : le pourcentage de filles enceintes avant 18 ans au niveau primaire, le pourcentage de réduction des risques de grossesse par année d'étude des filles, grossesse précoce évitée par année de scolarité, le ratio entre le poids à la naissance et la grossesse précoce, le pourcentage de bébés à BPN en Haïti, les chances brutes d'avoir un BPN en Haïti, les chances d'avoir un BPN par grossesse précoce, le niveau de risque relatif d'avoir un BPN par grossesse précoces, le ombre de Bébé moyen à faible poids à la naissance par grossesse précoce et l'effet d'une année de scolarité sur le BPN via la réduction de la grossesse précoce par fille instruite. Leurs valeurs sont présentées dans le tableau suivant :

Tableau 20 : Paramètres utilisés dans le calcul des avantages de la grossesse précoce évitée

Paramètre	Valeur	Source
% De filles enceintes avant 18 ans, niveau primaire	20%	EMMUS, 2012
% de réduction des risques de grossesse par année d'étude des filles	30%	Baird et al (2010) http://onlinelibrary.wiley.com/esc-web.lib.cbs.dk/doi/10.1002/hec.1569/epdf
Grossesse précoce évitée par année de scolarité	0.060	Calcul
Ratio entre le poids à la naissance et la grossesse précoce	1.39	Gibbs et al (2012) - https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4562289/
% De bébés à BPN en Haïti, 2013	23%	UNICEF, 2016
Chances brutes d'avoir un BPN en Haïti	0.30	Calcul
Chances d'avoir un BPN par grossesse précoce	0.415	Calcul
Risque relatif d'avoir un BPN par grossesse précoces	29.3%	Calcul
Nombre de Bébé moyen à faible poids à la naissance par grossesse précoce	0.063	Calcul
Effet d'une année de scolarité sur le BPN, via la réduction de la grossesse précoce, par fille instruite	0.0038	Calcul

Pour déterminer, les avantages de la grossesse précoce et de l'insuffisance pondérale à la naissance évitée, le même processus de calcul que pour les avantages en retard de croissance des enfants évité a été suivi. On détermine les bénéfices totaux actualisés aux différents taux de réduction d'avoir un enfant avec un poids normal à la naissance. Puis, on multiplie le résultat obtenu par l'effet d'une année de scolarité sur le BPN, via la réduction de la grossesse précoce, par fille instruite. Les résultats obtenus sont présentés dans le tableau suivant.

Tableau 21 : Avantages de la grossesse précoce et du faible poids à la naissance évités par bénéficiaire en gourdes

Avantage de la grossesse évitée chez les adolescentes et du BPN par année de scolarité, 3%	1,097
Avantage de la grossesse évitée chez les adolescentes et du BPN par année de scolarité, 5%	468
Avantage de la grossesse évitée chez les adolescentes et du BPN par année de scolarité, 12%	44

Source : Feuille de calcul Excel de l'analyse coût-bénéfice de l'intervention en éducation pour l'amélioration de la rétention des filles à l'école en Haïti" pour le projet Haïti Priorise, 29 novembre 2016

4.4.6. Avantages totaux de l'intervention

Pour le calcul des avantages totaux, on suppose que sur toutes les 6,583 bénéficiaires de la première cohorte, 85 % d'entre elles achèveront avec succès leurs études secondaires. Ce qui va donner un total de 5595 filles à terminer leurs études. Les avantages pour une bénéficiaire par année d'étude au taux de 5% s'élèvent à 346,671 gourdes (tableau 22) et atteindront les 1,386,685 gourdes pour les 4 ans. En multipliant ces résultats par le nombre de filles susceptibles de terminer leurs études on obtient les avantages totaux pour le financement des études secondaires de la première cohorte de bénéficiaire qui sont égaux à **7,758,674,639 gourdes** (tableau 23).

Tableau 22 : Avantages totaux par bénéficiaire pour une année en gourdes

Taux de réduction	Avantages salariaux	Avantages de la mortalité infantile évitée	Avantages du retard de croissance des enfants évité	Avantages de l'incidence du VIH évitée	Avantages de la grossesse précoce et du BPN évités	Total des avantages de l'intervention
3%	429,606	90,134	50,418	6,582	1,097	577,838
5%	261,665	61,064	19,482	3,992	468	346,671
12%	78,389	26,656	1,345	979	44	107,414

Source : Feuille de calcul Excel de l'analyse coût-bénéfice de l'intervention en éducation pour l'amélioration de la rétention des filles à l'école en Haïti" pour le projet Haïti Priorise, 29 novembre 2016

Tableau 23 : Avantages totaux de l'intervention

Taux de réduction	Avantages salariaux	Avantages de la mortalité infantile évitée	Avantages du retard de croissance des enfants évité	Avantages de l'incidence du VIH évitée	Avantages de la grossesse précoce et du BPN évités	Total des avantages de l'intervention
3%	9,614,797,083	2,017,243,987	1,128,380,049	147,308,451	24,551,409	12,932,303,359
5%	5,856,193,533	1,366,642,852	436,016,901	89,342,956	10,474,074	7,758,670,316
12%	1,754,385,015	596,574,608	30,101,773	21,910,510	984,742	2,403,979,027

Source : Feuille de calcul Excel de l'analyse coût-bénéfice de l'intervention en éducation pour l'amélioration de la rétention des filles à l'école en Haïti" pour le projet Haïti Priorise, 29 novembre 2016

Conclusion

Afin d'aider à l'amélioration de la rétention des filles à l'école, nous avons proposé à travers notre recherche, une intervention portant sur l'octroi de bourses scolaires aux filles susceptibles d'abandonner leurs études et qui habitent dans les milieux ruraux les plus défavorisées. A travers ce document, une analyse des coûts et des avantages que vont engendrer la mise en œuvre de cette intervention a été faite. L'estimation sommaire des coûts et des avantages nous a permis d'arriver à certaines conclusions. Les résultats obtenus traduisent que les impacts de l'intervention seront positifs et élevés pour chaque bénéficiaire du programme. En effet, à un taux de réduction de 3 %, 5 % et 12 %, le RAC sera égal à respectivement 8.6, 5.2 et 1.6 (tableau 24). Ce qui signifie que chaque gourde investit par bénéficiaire dans ce programme apportera suivant le taux de réduction 8.6, 5.2 et 1.6 gourdes de bénéfices généraux. Il convient aussi de signaler que les impacts seront les plus élevés du point de vue salarial avec un RAC = 6.4, 3.9 et 1.2 respectivement au taux de réduction de 3%, 5% et 12% alors que les impacts sont moindres pour les autres retombées du programme (Tableaux 26 et 27 en annexe).

Mais en réalité, les bénéfices totaux de l'intervention seront moindres. En effet le projet vise une efficacité de ciblage de 85% réduisant ainsi les bénéfices espérés de 15%. Alors le RAC principal de l'intervention est égal à 7.3, 4.4 et 1.4 respectivement à un taux de réduction de 3%, 5% et 12% (tableau 25). Ce qui signifie que chaque gourde investit dans ce programme apportera suivant le taux de réduction 7.3, 4.4 et 1.4 gourdes de bénéfices généraux. Ce qui nous pousse à dire que

même quand les bénéfices seront légèrement plus bas, les impacts de l'intervention seront tout aussi élevés.

Par ailleurs les cash-flows nets que vont générer l'intervention s'élèveront à 777,714 gourdes par bénéficiaire. Et en multipliant ces chiffres par le nombre de bénéficiaires susceptibles d'achever leurs études, on obtient un total de 4,085,858,743 gourdes de cash-flows réels pour les bénéficiaires. Ces chiffres traduisent qu'en dépensant **1,770,324,820 gourdes** pour la première cohorte de bénéficiaires, l'intervention assurera des bénéfices bruts de **5,856,183,563 gourdes** et des bénéfices nets de **4,085,858,743 de gourdes** (tableau 28).

Vu l'importance de ces données, on peut affirmer que ce programme se révélera être très efficace pour le pays. L'investissement dans l'éducation des filles confère véritablement de grands avantages aux filles elles-mêmes, à leur communauté et à la société tout entière. L'éducation peut avoir un effet multiplicateur en favorisant la promotion d'autres droits de l'homme (en particulier la santé et l'emploi, ainsi que l'égalité entre les sexes). Le gouvernement a donc intérêt à investir dans l'éducation des filles plus précisément dans ce programme pour arriver à établir l'égalité des chances au niveau secondaire. Certains économistes estiment même qu'il représente l'investissement le plus rentable existant dans les pays en développement. Les chiffres obtenus permettent de le confirmer.

Tableau 24 : Récapitulatif des bénéfices et des coûts en Gourdes

Intervention	Réduction	Avantage	Coût	RAC	Qualité des preuves
Amélioration de la rétention des filles à l'école	3%	577,838	53,437	8.6	Fort
	5%	346,671	53,437	5.2	
	12%	107,414	53,437	1.6	

Source : Feuille de calcul Excel de l'analyse coût-bénéfice de l'intervention en éducation pour l'amélioration de la rétention des filles à l'école en Haïti" pour le projet Haïti Priorise, 29 novembre 2016

Tableau 25 : Récapitulatif des coûts et des avantages totaux de l'intervention

Intervention	Réduction	Avantage	Coût	RCA	Qualité des preuves
Amélioration de la rétention des filles à l'école	3%	12,932,295,058	1,770,324,820	7.3	Fort
	5%	7,758,674,639	1,770,324,820	4.4	
	12%	2,403,971,601	1,770,324,820	1.4	

Source : Feuille de calcul Excel de l'analyse coût-bénéfice de l'intervention en éducation pour l'amélioration de la rétention des filles à l'école en Haïti" pour le projet Haïti Priorise, 29 novembre 2016

Recommandations

L'étude a permis non seulement d'analyser la situation scolaire des filles du niveau secondaire en Haïti, mais aussi d'identifier les facteurs qui leurs empêchent de poursuivre et d'achever leurs études. En plus du programme proposé, d'autres mesures devraient être entreprises. Parmi lesquelles :

Mettre l'accent sur la qualité de l'éducation. Il faut non seulement augmenter le nombre de filles à l'école mais aussi mettre l'accent sur la qualité de l'éducation pour éviter que les filles ne soient pas bien préparées pour le secondaire. Il faudrait trouver un équilibre entre les objectifs quantitatifs et les améliorations qualitatives. Ainsi il faut améliorer la formation des enseignants

Mobiliser les collectivités. Pour éduquer les filles, notamment dans les zones plus pauvres, il est indispensable de mobiliser les collectivités et de les faire s'engager à éduquer tous les enfants, à trouver des enseignants acceptables, à encourager les enseignants et les élèves, et à répondre aux besoins des écoles, des élèves et des enseignants.

Programme de cours d'éducation sexuelle dans les écoles. Il faut encourager des cours d'éducation sexuelle dans les écoles dans le but d'inciter les élèves à mieux se protéger contre tout risque de contracter une Maladie Sexuellement Transmissible (MST) ou de tomber enceinte précocement.

Références bibliographiques

- **Banque Mondiale-MPCE-ONPES**, 2014. Haïti : Investir dans l'humain pour combattre la pauvreté
- **Banque Mondiale**, 2016. Mieux dépenser, mieux servir : Revue des finances publiques en Haïti
- **Barbara Herz**, (janvier 2012). Éduquer les filles : les solutions qui marchent, p1-2
- **B. CHEDATI** (novembre 2004) Pour une stratégie nationale de lutte contre l'abandon scolaire, Evaluation des activités du programme, Gouvernement du Maroc-UNICEF,
- **Christopher Colclough**, (mars 2004). Comment instaurer l'égalité entre les sexes dans l'éducation ? P E R S P E C T I V E S revue trimestrielle d'éducation comparée. Vol. XXXIV, n° 1
- Elaine Unterhalter, Amy North, Jenny Parkes (Institute of Education, University of London), Madeleine Arnot (University of Cambridge) Cynthia Lloyd (Independent consultant), Lebo Moletsane (University of KwaZulu Natal), Erin Murphy-Graham (University of California, Berkeley), Mioko Saito (International Institute for Educational Planning, (juin 2014). Education Rigorous Literature Review, Girls' education and gender equality, UNESCO
- **Esther Velasco** (mars 2004). Équité entre les sexes dans l'éducation pour tous : le Cambodge est-il bien parti ? P E R S P E C T I V E S revue trimestrielle d'éducation comparée. Vol. XXXIV, n° 1
- **Évelyne Trouillot Ménard**, (Automne 2013). L'éducation en Haïti : inégalités économiques et sociales et question de genre. Haïti Perspectives, vol. 2 no 3
- **IHSI-MEF**, 2003. Rapport sur l'Enquête sur les Conditions de Vie en Haïti (ECVH).
- **IHSI-MEF**, 2012. L'évolution des conditions de vie en Haïti entre 2007 et 2012 via l'Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages après le Séisme (ECVMAS).
- **Isabel Byron et Jesusa Ona** (mars 2004). Egalité des sexes et éducation pour tous introduction au dossier. P E R S P E C T I V E S revue trimestrielle d'éducation comparée. Vol. XXXIV, n° 1
- **Jacques-Michel Gourgues** (Printemps 2016). Le paquet minimum intégré de services en éducation dans un état fragile Haïti Perspectives, vol. 5 no 1

- **Koura DIALLO** (2001). L'influence des facteurs familiaux, scolaires et individuels sur l'abandon scolaire des filles en milieu rural, de la région de Ségou (Mali), Thèse de Doctorat (Ph.D.) Université de Montréal, Spécialité Sciences de l'Éducation
- **MENFP-DCE**, (2012). Annuaire troisième cycle et secondaire recensement scolaire 2010-2011
- **MSPP**, 2012. Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services (EMMUS)
- Nobuhiko Fuwa, Chiba University-2001. The Net Impact of the Female Secondary School Stipend Program in Bangladesh
- **ONU**, (Octobre 2013). Rapport mondial de suivi sur l'EPT.
- Programme des publications de recherche d'industrie Canada : Investissement et croissance de la productivité (Juin 2000, numéro 24)
- **Roser Cusso** (2013). Impact des politiques de scolarisation des filles : Mauritanie, Sénégal, Tunisie, Inde, UNESCO.
- **UNFPA** (2013). La mère-enfant : face aux défis de la grossesse chez l'adolescente, p18-29
- **UNICEF**, 2007. La non scolarisation au Maroc, Une analyse en termes de coût d'opportunité, p1
- **UNICEF**, 2005. Progrès pour les enfants : un bilan de l'enseignement primaire et de la parité des sexes, numéro 2
- **Valerie Delaunay, Benedicte Gastineau, F. Andriomaro**, (Décembre 2013). Statut familial et inégalités face à la scolarisation à Madagascar.

Annexe

Tableau 26 : Impacts des bénéfices salariaux par bénéficiaire

Intervention	Réduction	Avantages salariaux	Coût	RCA	Qualité des preuves
Amélioration de la rétention des filles à l'école	3%	429,606	67,236	6.4	Fort
	5%	261,665	67,236	3.9	
	12%	78,389	67,236	1.2	

Source : Feuille de calcul Excel de l'analyse coût-bénéfice de l'intervention en éducation pour l'amélioration de la rétention des filles à l'école en Haïti" pour le projet Haïti Priorise, 29 novembre 2016

Tableau 27 : Impacts des autres avantages par bénéficiaire

Intervention	Réduction	Autres avantages	Coût	RCA	Qualité des preuves
Amélioration de la rétention des filles à l'école	3%	148,231	67,236	2.2	Moyen
	5%	85,007	67,236	1.3	
	12%	29,024	67,236	0.4	

Source : Feuille de calcul Excel de l'analyse coût-bénéfice de l'intervention en éducation pour l'amélioration de la rétention des filles à l'école en Haïti" pour le projet Haïti Priorise, 29 novembre 2016

Tableau 28 : Avantages totaux par année au taux de réduction de 5 %

Avantages salariaux	1,464,045,891
Mortalité infantile évitée	341,663,203
Retard de croissance évité	109,003,453
Incidence évitée du VIH	22,338,290
Grossesse précoce et BPN évités	2,617,824
Total	1,939,668,660

Source : Feuille de calcul Excel de l'analyse coût-bénéfice de l'intervention en éducation pour l'amélioration de la rétention des filles à l'école en Haïti" pour le projet Haïti Priorise, 29 novembre 2016

Tableau 29 : Cash-Flows réalisés pour la première cohorte de bénéficiaire en gourdes à un taux de réduction de 5%

Année	1	2	3	4	Total
Coûts de l'intervention par bénéficiaire	67,236	67,236	67,236	67,236	268,944
Avantages de l'intervention par bénéficiaire	261,665	261,665	261,665	261,665	1,046,658
Coûts totaux de l'intervention	442,581,205	442,581,205	442,581,205	442,581,205	1,770,324,820
Avantages totale de l'intervention	1,464,045,891	1,464,045,891	1,464,045,891	1,464,045,891	5,856,183,563
Cash-flows par bénéficiaire	194,429	194,429	194,429	194,429	777,714
Cash-flows totaux	1,021,464,686	1,021,464,686	1,021,464,686	1,021,464,686	4,085,858,743

Source : Feuille de calcul Excel de l'analyse coût-bénéfice de l'intervention en éducation pour l'amélioration de la rétention des filles à l'école en Haïti" pour le projet Haïti Priorise, 29 novembre 2016

Haïti fait face à des défis de développement économique et social parmi les plus importants au monde. Malgré un afflux d'aide à la suite du tremblement de terre de 2010, la croissance et le progrès continuent d'être minimums, au mieux. Avec autant d'acteurs et un large éventail de défis allant de la sécurité alimentaire et de l'accès à l'eau potable à la santé, l'éducation, la dégradation de l'environnement et les infrastructures, quelles devraient être les premières priorités pour les décideurs, les donateurs internationaux, les ONG et les entreprises ? Avec un temps et des ressources limités, il est crucial que l'attention soit régie par ce qui fera le plus grand bien pour chaque gourde dépensée. Le projet Haïti Priorise travaillera avec les parties prenantes partout dans le pays pour trouver, analyser, classer et diffuser les meilleures solutions pour le pays. Nous impliquons les Haïtiens de toutes les parties de la société, par le biais des lecteurs de journaux, ainsi que des ONG, des décideurs, des experts de secteurs et des entreprises afin de proposer les meilleures solutions. Nous avons nommé quelques-uns des meilleurs économistes d'Haïti et du monde pour calculer les coûts et les avantages de ces propositions au niveau social, environnemental et économique. Cette recherche aidera à établir des priorités pour le pays grâce à une conversation à l'échelle nationale sur ce que sont les solutions intelligentes - et moins intelligentes - pour l'avenir d'Haïti.



Haïti Priorise

Un plan de **développement** alternatif

Pour plus d'informations visitez www.HaitiPriorise.com

C O P E N H A G E N C O N S E N S U S C E N T E R

Copenhagen Consensus Center est un groupe de réflexion qui étudie et publie les meilleures politiques et opportunités d'investissement basées sur le bien de la société (mesurées en dollars, mais en intégrant également par exemple : la protection de l'environnement, la santé et le bien-être) pour chaque dollar dépensé. Copenhagen Consensus a été conçu pour répondre à un sujet fondamental, mais négligé dans le développement international : dans un monde qui a une courte durée d'attention et des budgets limitées, nous devons trouver des moyens efficaces pour faire le plus de bien au plus grand nombre. Copenhagen Consensus fonctionne avec plus de 300 des plus grands économistes au monde, y compris 7 lauréats du prix Nobel pour donner la priorité aux solutions des plus grands problèmes mondiaux, sur la base de l'analyse de données et du rapport coût-avantage.